

Malgré les manifestations du 30 mai, du 20 juin, et la marche historique des sans papiers du 19 septembre avec les milliers de kilomètres parcourus à travers les villes, les villages de France pour la visibilité de notre lutte, la mobilisation de centaines de réseaux, et des milliers de participants(es) à la grande manifestation du 17 octobre à Paris, le gouvernement nous a complètement ignoré et n'a pas répondu à nos revendications !

Ils parlent de liberté, d'égalité mais le silence est une preuve de leur mépris.

- **Ils parlent de liberté d'expression** mais ils ont interdit aux marcheurs-es de défiler vers l'Elysee le 17 octobre, et ils préparent une loi de la sécurité globale avec un article 24 qui renforce la restriction des libertés.

- **Ils parlent de dignité** de la personne humaine figurant à l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen mais la bafoue régulièrement par les violences policières, le contrôle au faciès et l'enfermement dans les centres de rétention administratifs, même en pleine crise sanitaire !

- **Ils parlent d'urgence sanitaire** et guerre contre le virus, alors que c'est plutôt une guerre et une chasse aux précaires et vulnérables que la crise économique, sociale et sanitaire n'ont pas épargné.

- **Ils parlent de solidarité** alimentaire alors que ce sont beaucoup de précaires qui aident les plus précaires.

- **Ils parlent de la liberté et des droits de la femme** alors que les demandeuses de papiers subissent harcèlement sexuel, violences patriarcales, institutionnelles et indignité (femmes retenues dans les CRA) !

- **Ils parlent de droit au logement**, selon l'article L345-2-2 du CASF :

« *Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique, ou sociale a accès, à tout moment à un dispositif d'hébergement d'urgence.* »

Mais leurs réponses sont des expulsions en pleine crise sanitaire et période hivernale comme c'est le cas avec le petit séminaire tout récemment.

- **Ils parlent de protection des droits** de tous les travailleurs-es migrant-es et des membres de leur famille alors que le regroupement familial est généralement refusé.

- **Ils parlent d'immigration illégale**, mais les patrons exploitent la main d'œuvre peu coûteuse.

- **Ils parlent de protection des mineurs** mais plus de MNA à la rue livrés à eux-mêmes.

Pour tout cela, marcheurs-es, et soutiens solidaires, associations, collectifs et syndicats, ensemble, unissons nos forces et mouvements, sur Marseille et tout le territoire français

**POUR LA LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ DES DROITS,
LA RÉGULARISATION DE TOUS(TES) INCONDITIONNELLE ET DURABLE
LA FERMETURE DES CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIF (CRA)
SUR TOUT LE TERRITOIRE FRANÇAIS**

UN LOGEMENT DIGNE POUR TOUS ET TOUTES

Nous appelons à une manifestation le VENDREDI 18 DECEMBRE
à 16h de la Porte d'Aix à la Préfecture, place Félix Barret

RENONCER A SON DROIT C'EST ENTRETENIR LE CYCLE DE L'INJUSTICE.

SANS PAPIERS MAIS PAS SANS DROITS !